*Commune des Avirons*

**Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal**

---

**Séance ordinaire du 18 décembre 2019**

**L'an deux mil dix-neuf, le 18 décembre** à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur René MONDON, Maire.**

**NOTA :**

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 23 DÉC. 2019 que la convocation du Conseil a été faite le **10 décembre 2019** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **24**.

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

**Présents :** M. MONDON René – Mme BAILLIF Line Rose – M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – Mme MARCHAND Gladys – Mme MEZINO Sylvaine – Mme HEBERT Monique – M. VLODY René – M. CASSAGNABERE Patrick – M. RIVIERE Lucien – Mme JULLIEN Marie Josée – M. RIVIERE Raphaël – Mme BARET Liliane – M. FERRERE Frédo – Mme ROCHE LESQUELIN Nadia – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme ROMAINSTAL Géraldine – M. CANTINA Pierrot – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul – Mme CADERBY Colette – M. DENNEMONT Jean Daniel

**Absents :** M. FRINGUE Mikaël – Mme SILOTIA Natacha – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne

**Procurations : Mme RIVIERE Suzette** a donné mandat à Mme BARET Liliane – **Mme CADAS Virginie** a donné mandat à M. ESCHYLE Gilles – **M. PAYET Fabrice** a donné mandat à M. LESQUELIN Jean Hugues – **ABELARD Isabelle** a donné mandat à Mme CADAS Isabelle – **M. RIVIERE Olivier** a donné mandat à Mme LUCAS Roseline – **M. SERMANDE Jean Pierre** a donné mandat à M. FORT Paul

**Secrétaire :** Le Maire propose la candidature de **Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** est désignée pour en assurer les fonctions.

**& &**
**&**

**AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2020**

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Par ailleurs, La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 du 22 janvier 2018 contient de nouvelles règles concernant le débat d'orientation budgétaire.

Le II de l'article 13 de la LPFP ajoute deux nouvelles informations qui devront être contenues dans le rapport présenté à l'assemblée délibérante à l'occasion de ce débat.

Il s'agit des objectifs concernant :

✓ *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

✓ *L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette. Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.*

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2020, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

# RAPPORT D'ORIENTATIONS 2020

- **Compte Principal**

## A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune *(source INSEE)*

La population légale totale en 2016 entrée en vigueur en 2019 s'établit à **11 471** habitants.
Le nombre total de logements recensés en 2016 est de **4 885**.
Le nombre de ménages de **4 370**.
En 2016, les naissances ont été de **146** et les décès de **63**.
Le taux de chômage est de **28,2 %** ;

## B. Le contexte financier national

**Projet la loi de finances 2020 :**

Le projet loi de finances pour 2020 est construit à partir d'une prévision de croissance de 1,3%. **le PLF pour 2020 confirme la poursuite des efforts en faveur de la maîtrise des dépenses publiques, seule à même de baisser durablement les impôts et les déficits.** Après un recul historique de - 0,3 % du PIB en 2018, la croissance en volume de la dépense publique resterait modérée à + 0,7 % en 2019 et en 2020. Le dynamisme de la dépense publique s'établirait ainsi à un niveau nettement inférieur à la croissance en volume du PIB (1,4 % en 2019, 1,3 % en 2020). Au total, sur 2018-20, la progression en volume de la dépense publique sera limitée à 0,4 % du PIB, soit un taux plus de deux fois inférieur à la moyenne 2013-2017 et plus de trois fois inférieur à la moyenne 2008-2012.

En conséquence, le poids de la dépense publique (hors crédits d'impôts) dans le PIB sera ramené à 53,4 % du PIB en 2020, contre 54 % en 2019, 54,4 % en 2018, et 55,0% en 2017, confortant ainsi l'objectif d'une réduction de près de 3 points de ce ratio sur le quinquennat.

Le ratio de dette publique diminuerait pour atteindre 98,7 % du PIB en 2020 (98,8 % du PIB en 2019).

Le PLF 2020 amplifie et accélère la baisse des impôts mise en œuvre depuis 2017. Ainsi, s'agissant des cotisations sociales, le taux de prélèvements obligatoires s'établira ainsi à 44,3 % en 2020 contre 44,7 % en 2019.

Pour ce qui est des ménages, **en 2020, les prélèvements obligatoires diminueront de 9,3 Md€, soit une baisse historique de 20,6 Md€ depuis 2017**. Le PLF pour 2020 traduit ainsi l'engagement du Gouvernement de diminuer de 5 Md€ l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes. Il finance également la défiscalisation des heures supplémentaires (- 1,1 Md€) votée dans le cadre de la loi portant mesures d'urgence économiques et sociales ainsi que la dernière tranche de dégrèvement de taxe d'habitation pour 80 % des ménages (- 3,7 Md€).

**En 2020, les prélèvements obligatoires sur les entreprises diminueront de - 1,0 Md€ soit une baisse de 9,4 Md€ depuis 2017.** En effet, le PLF pour 2020 confirme la poursuite de la baisse de l'impôt sur les sociétés (- 2,5 Md€), dont le taux atteindra 25 % pour toutes les entreprises en 2022, et met en œuvre la réforme de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ainsi que des exonérations de taxe foncière et de contribution foncière des entreprises sur délibération des collectivités pour les petits commerces.
Les dépenses de l'Etat devraient atteindre 399,2 milliards d'euros, contre 391,2 milliards en 2019, avec une légère hausse du prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales (40,9 milliards contre 40,2 milliards en 2019).

Les recettes passent de 278,1 milliards en 2019 à 291,8 milliards d'euros en 2020.

En 2020, la prévision de déficit de l'État s'établirait à - 93,1 Md€, soit une diminution de 3,2 Md€ par rapport à 2019.

Comme en 2019, l'État prendra à sa charge l'essentiel de la baisse des prélèvements obligatoires prévue pour 2020, dont la baisse de 5 Md€ de l'impôt sur le revenu annoncé par le Président de la République, la diminution progressive de l'impôt sur les sociétés (- 2,5 Md€) et la dernière tranche de suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages (- 3,7 Md€). Enfin, les transferts de TVA à la sécurité sociale continueront à augmenter, à hauteur de 6,5 Md€ en 2020, en raison notamment de la compensation intégrale de la montée en charge en année pleine des allègements généraux renforcés.

Par ailleurs, la prévision de recettes inclut deux effets mécaniques sur le budget : la perception de douze mois d'impôt sur le revenu contre onze mois en 2019 (+ 5,1 Md€) et la disparition progressive du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

En outre, le solde tient compte de la hausse de la norme de dépenses pilotables (+ 5,1 Md€ par rapport à la LFI pour 2019 à périmètre constant, soit + 6,6 Md€ par rapport à l'exécution prévisionnelle pour 2019). Il inclut à l'inverse une économie sur la charge de la dette, liée à la baisse des taux (- 1,9 Md€).

Concrètement, grâce à la maîtrise des dépenses publiques, dont le poids passera de 53,8% du PIB en 2019 à 53,4 % du PIB en 2020, le Gouvernement réduit les déficits publics (- 20,4 milliards d'euros) entre 2019 et 2020. Après s'être établi à - 3,1% du PIB en 2019 (y compris - 0,8% liés à la bascule du CICE en allègements généraux de charges), le déficit public s'élèverait à - 2,2% du PIB en 2020.

**Sur le plan des finances locales :**

La loi de finances pour 2020 maintient un resserrement :

*a.* La politique de l'emploi est, de nouveau, mise à contribution avec notamment la poursuite de la réduction du nombre des contrats aidés. Le gouvernement ne financera, à la Réunion que 12 000 contrats PEC.

***b. Stabilité des dotations aux collectivités :***

Du point de vue des concours financiers, le PLF prévoit une stabilité de la DGF du bloc communal et des départements à périmètre constant. Dans le détail, la dotation de

solidarité urbaine (DSU) ainsi que la dotation de solidarité rurale (DSR) augmenteraient chacune de 90 millions d'euros, exactement comme l'année dernière.

Toutefois, la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle serait de nouveau rabotée de 45 millions d'euros. Il en va de même pour la compensation de la réforme du versement transport qui serait diminuée de près de moitié.

Le FCTVA augmenterait de 6 % pour répondre à l'accroissement de l'investissement public local, alors que la DETR resterait stable. Enfin, parmi les nouveautés également attendues, 10 millions d'euros en plus viendront abonder la dotation "élu local", au bénéfice du monde rural.

***c. en matière de fiscalité locale :***

Le PLF 2020 vient également graver dans le marbre les annonces successives du Gouvernement. Ainsi, la suppression de la taxe d'habitation, sur les résidences principales, devrait être effective pour tous en 2023, après plusieurs années de hausse du dégrèvement pour les foyers fiscaux parmi les 20 % les plus aisés (30 % en 2021, 65 % en 2022 et 100 % en 2023).

Comme prévu, la suppression de la taxe d'habitation sera compensée pour les communes par la redescente de la taxe foncière départementale sur les propriétés bâties. Un coefficient correcteur serait mis en place, permettant de gommer les écarts fiscaux qui existent entre le foncier bâti départemental et la taxe d'habitation communale.

En 2020, la Commune perd son pouvoir de fixation du taux de Taxe d'habitation. L'Etat versera à la Collectivité un dégrèvement égal à la somme du produit de taxe d'habitation de 2019 avec une revalorisation de plus 0,9%.

Le mécanisme de compensation via la taxe foncière bâti départementale ne sera effectif qu'en 2021.

## C. Le contexte financier communal

### 1. En dépenses :

#### 1.1 L'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement

Comme en 2018 et en 2019, l'élaboration du budget primitif 2020 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat stabilisées. Toutefois, les collectivités territoriales doivent continuer de contribuer à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. Ainsi, l'évolution des dépenses demeure cantonnée à l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des communes correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2019.

L'Etat souhaite ainsi poursuivre les mesures d'économies en imposant aux collectivités une maîtrise de leurs dépenses annuelles de fonctionnement.

Pour notre commune, l'objectif est à atteindre sans engagement contractuel avec l'Etat.

La Commune des Avirons est inscrite depuis 2015 dans un cycle de maîtrise de l'évolution de ses dépenses générales de fonctionnement. Cet effort est, pour ce qui la concerne, à poursuivre notamment pour contenir les dépenses de personnel et les charges générales.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

| 2016 | 2017 | 2018 | Prév 2019 |
|---|---|---|---|
| -1,54% | -0,02% | -0,15% | +2,67% |

**L'augmentation 2019 s'explique par la mise en œuvre du subventionnement au CCAS avec la prise en compte des dépenses de personnel du service. Les chapitres 011 et 012 demeurent dans les pourcentages maximas d'évolution. Le futur budget 2020 poursuit l'effort de limitation de l'évolution des différents chapitres.**

## 1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses. Ces objectifs s'appliquent aux communes de plus de 10 000 hab.

Ainsi, aux différents principes de :

- ✓ Vote en équilibre de chaque section ;
- ✓ Couverture du remboursement annuel des capitaux d'emprunt par les ressources propres ;
- ✓ L'estimation sincère des dépenses et des recettes ;

Un 4ème principe financier est venu s'ajouter : le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure de la façon suivante :

| ENCOURS DE DETTE AU 31/12 (résultat mesuré en années)<br>divisé par<br>l'EPARGNE BRUTE |
|---|

Pour rappel pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes. Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans

**La moyenne 2019 de la Commune des Avirons est de 7,21 ans contre 7,51 en 2018.**

**Bien qu'encore très correct, la vigilance doit-être de mise sur ce ratio. En effet, depuis 2018, du fait de la contractualisation d'emprunts pour compléter le financement des gros investissements, l'encours de dette est surveillé. En 2020, l'appel à l'emprunt devra demeurer limité pour maintenir un bon niveau d'autofinancement.**

## 2. En recettes :

**Le budget 2020 sera impacté par deux mesures importantes :**

**Le dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale**

La politique de suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales d'ici 2023 se poursuit.

En 2020, la Commune perd son pouvoir de fixation du taux de Taxe d'habitation. L'Etat versera à la Collectivité un dégrèvement égal à la somme du produit de taxe d'habitation de 2019 avec une revalorisation de plus 0,9%.

Pour la Commune, la taxe d'habitation a représenté en 2019 un produit de 1 181 183 euros. Pour 2020, l'application d'un taux d'évolution des bases de 0,9% nous amène à un produit escompté de 1 191 813 euros

**Pas de nouvelles modalités pour les contrats aidés :**

L'Etat poursuit son dispositif Parcours Emplois Compétences (PEC) et maintient le remboursement à 50%. Le quota attribué à la Commune en 2020 devrait être sensiblement équivalent à celui de 2019.

La prospective proposée escompte, en conséquence, ces deux éléments.

Budgétairement, la perte de recettes sur les remboursements des contrats aidés sera, en conséquence équivalente à 2019 (une moyenne de moins 700 000 euros sur les PEC).

**Synthétiquement, le contexte financier demeure très contraint. Le budget 2020 et les suivants doivent poursuivre une construction sous le signe de la rigueur et de la maitrise des dépenses en tenant compte du respect des objectifs fixés à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.**

**Sur les années 2015 à 2018, la Commune a fait de gros efforts sur la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement. Cette tendance devra être consolidée ;**

En 2020, les recettes liées aux dotations devraient se maintenir à un niveau équivalent à 2019 mais le budget va toujours s'inscrire dans un contexte budgétaire difficile et ne pourra se construire qu'au travers d'une gestion rigoureuse et bien encadrée notamment au travers de la maîtrise des dépenses.

Pour atteindre cet objectif, la prospective financière doit garantir :

- ✓ Une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement notamment des charges de personnel ;
- ✓ Un niveau d'autofinancement nécessaire au financement des investissements afin de maintenir un recours très limité à l'emprunt.

Globalement, la ville compte :

✓ Poursuivre la maîtrise poussée des dépenses générales de fonctionnement. L'objectif, pour 2020, étant, à minima, de les stabiliser ;

✓ Sur les dépenses de personnel, l'objectif est de limiter l'évolution du poste à un maximum de 1,2%. Il s'agira d'absorber, dans ce cadre, les avancements de grades et titularisations ainsi que les créations nouvelles et les évolutions des taux sur les différentes cotisations. Ce travail sera mené également au regard des départs en retraite prévu dans l'année (05 départs certains).

✓ En recettes, la Commune :

✓ En matière de fiscalité directe : intègre une dynamique des bases de 1,3%. Les taux des taxes foncières ne seront pas modifiés ;
✓ Escompte sur une dynamique des recettes liées à l'octroi de mer de 3% ;
✓ Table sur une stabilité des recettes liées aux dotations de l'Etat.

✓ En investissement, la Commune poursuit le maintien de sa capacité d'investissement aux alentours de 5 à 6 millions.

En 2020, la ligne de conduite est basée sur les axes suivants :

- ✓ Dégager de l'épargne en contenant au maximum les dépenses de fonctionnement ;
- ✓ Contenir l'endettement ;
- ✓ Maintenir l'effort d'équipement ;
- ✓ Sauvegarder le pouvoir d'achat des familles en maintenant notamment les taux d'imposition liés aux taxes foncières inchangés.

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

## a. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement :

| ANNEES | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | | Prov 2019 | | 2020 | | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Charges de personnel** | 7 912 | 8 438 | 8 591 | 8 714 | **8 783** | | **8 808** | | 8 914 | | 9 021 | 9 129 |
| ***Evolution*** | *12,26%* | *6,64%* | *1,82%* | *1,44%* | ***0,79%*** | | ***0,29%*** | | *1,2%* | | *1,2%* | *1,2%* |
| **Charges à caractère général (011)** | 3 095 | 2 925 | 2 786 | 2 705 | 2 671 | | **2 708** | | 2 708 | | 2 708 | 2 708 |
| ***Evolution*** | *9,17%* | *-5,49%* | *-4,78%* | *-2,86%* | ***-1,28%*** | | ***1,38%*** | | ***0%*** | | *0%* | *0%* |
| **Atténuation de produit** | 244 | 247 | 205 | 232 | **206** | | **233** | | 256 | | 256 | 256 |
| **Contingent et participations** | 371 | 360 | 369 | 351 | 338 | | 335 | | 409 | | 409 | 409 |
| **Subventions versées (dont CCAS)** | 501 | 459 | 376 | 324 | **311** | | **622** | | 668 | | 676 | 684 |
| **CH Réelles de fonctionnement** | 12 124 | 12 429 | 12 326 | 12 328 | 12 309 | | **12 706** | | 12 955 | | 13 030 | 13 145 |
| ***Evolution*** | *12,200%* | *2,52%* | *-0 ,85%* | *+0,02%* | ***-0,15%*** | | ***+2,67*** | | *1,96%* | | *0,58%* | *0,88%* |

Le pourcentage des charges connait une augmentation du fait du caractère particulier de l'année 2019. En effet, il a été décidé d'acter le subventionnement de l'autonomie du CCAS qui bénéficie d'une subvention pour payer les charges de personnel. Le CCAS rembourse en fin d'année la dépense au budget ville. Pour 2020 et les années suivantes, il convient de tendre vers la réinscription de l'évolution des dépenses de fonctionnement dans l'encadrement du pourcentage maximal d'évolution de 1,2%.

En recettes réelles de fonctionnement

| ANNEES | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Prov 2019 | | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Octroi de mer | *5 021* | *5 119* | *5 320* | 5 433 | 5 655 | **5 612** | | **5 780** | 5 953 | 6 191 |
| *Evolution* | *1,99%* | *1,95%* | *4%* | 2,12% | 4,09% | **-0,77%** | | **3%** | 3% | 4% |
| Contributions directes *(avec compensations fiscales)* | *1 975* | *2 099* | *2 166* | 2 231 | 2 349 | **2 431** | | **2 494** | 2 526 | 2 558 |
| *Evolution* | *1,18%* | *6,28%* | *3,19%* | *3%* | *5,25%* | ***3,49%*** | | ***1,3%*** | ***1,3%*** | ***1,3%*** |
| Taxes/ carburants | *1 000* | *1 021* | *1 047* | 1 183 | 1165 | **1 026** | | **1 026** | 1 026 | 1 026 |
| DSC | *666* | *670* | *165* | 0 | 0 | **0** | | **0** | 0 | 0 |
| Autres impôts et taxes *(FPIC, Taxes mutations)* | *618* | *470* | *743* | 615 | 566 | **540** | | **540** | 540 | 540 |
| S/T Impôts et taxes | *9 280* | *9 379* | *9 441* | 9 462 | *9735* | 9 609 | | 9 840 | 10 045 | 10 315 |
| *Evolution* | *2,33%* | *1,07%* | *0,66%* | *0,22%* | *2,89%* | ***-1,30%*** | | ***+2,40%*** | *2,08%* | *2,68%* |
| Dotation forfaitaire | *1 473* | *1 276* | *1 109* | 1 038 | 1023 | **1 059** | | **1 059** | **1 059** | **1 059** |
| *Evolution* | *-5,52%* | *-13,32%* | *-13,09%* | *-6,84%* | *-1,44%* | ***3,3%*** | | ***0%*** | *0* | *0* |
| Compensations contrats aidés | *1 769* | *1 886* | *2 002* | 1 868 | 1 038 | **1 102** | | **1 065** | 1 065 | 1 065 |
| *Evolution* | *36,88%* | *6,21%* | *5,80%* | *-6,69%* | *-44,44%* | ***6,16%*** | | ***0%*** | *0%* | *0%* |
| Autres recettes *(dont DNP, parties diverses)* | 999 | 1 431 | 1 445 | 1 257 | 1451 | 1495 | | 1495 | 1495 | 1 495 |
| S/T Dotations et participations | *4 241* | *4 593* | *4 556* | 4 256 | 3 407 | 3 656 | | 3 619 | 3 619 | 3 619 |
| *Evolution* | *7,38%* | *7,66%* | *-0,81%* | *-6,58%* | *-19,96%* | ***7,30%*** | | ***0%*** | *0%* | *0%* |
| Redevances et recettes diverses (70+75+013) | *738* | *666* | *664* | 660 | 604 | 791 | | 791 | 791 | 791 |
| *Evolution* | *20,46%* | *-10,98%* | *48,32%* | *-0 ,6%* | *-8,48%* | | | | | |
| TOTAL RRF | *14 259* | *14 638* | *14 704* | 14 285 | 13 797 | 14 056 | | 14 250 | 14 250 | 14 725 |
| *Evolution* | *4,73%* | *2,60%* | *+0,65%* | *-2,93%* | *-3,41%* | ***+1,87*** | | ***+1,38%*** | *+1,44%* | *+1,87%* |

En 2019 comme en 2018, les conséquences de la baisse des remboursements sur les contrats aidés sont importantes. L'écart d'évolution avec les DRF s'améliore néanmoins. Notre autofinancement demeure malgré une baisse. En 2020, la dynamique escomptée sur l'octroi de mer permet d'accroitre l'écart.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | | Prov 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Excédent brut de fonctionnement** | 2 135 | 2 209 | 2 378 | 1 956 | 1 488 | | 1 350 | 1 295 | 1 425 | 1 580 |
| **Résultat financier (Pdt-ch)** | -328 | -306 | -293 | -264 | -268 | | -353 | -262 | -260 | -230 |
| | | | | | | | | | | |
| **Epargne brute** | 1 677 | 1 788 | 2 692 | 1 748 | 1 232 | | 997 | 1 033 | 1 165 | 1 350 |
| | | | | | | | | | | |
| **Remboursement du capital de la dette** | 842 | 834 | 830 | 817 | 851 | | 895 | 938 | 960 | 969 |
| **Epargne nette** | 835 | 949 | 1 864 | 931 | 381 | | 102 | 95 | 205 | 381 |
| | | | | | | | | | | |
| **Recettes propres d'investissement et subventions** | 1 682 | 2 642 | 2 306 | 1 401 | 2 982 | | 3 099 | 9 809 | 3 000 | 2 500 |
| **Marge d'autofinancement** | 2 517 | 3 591 | 4 170 | 2 332 | 3 363 | | 3 201 | 9 904 | 3 205 | 2 881 |

La simulation montre qu'une fois le remboursement de la dette effectué notre marge d'autofinancement se maintient grâce au bon niveau des subventions des investissements. Il convient néanmoins d'engager des efforts supplémentaires sur le fonctionnement pour dégager une épargne brute plus confortable.

En 2020, la Commune bénéficie de la dynamique des recettes de FCTVA liées au très bon niveau d'investissement 2019 ainsi que des subventions escomptées sur les grosses opérations envisagées (piscine, école du Ruisseau...) d'où une marge d'autofinancement très confortable. En 2021, la dynamique FCTVA devrait se poursuivre.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement des chapitres 20,21 et 23 | 4038 | 5677 | 2526 | 3247 | 5094 | 6505 | 10 668 | 4100 | 4000 | |

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

| | 2017 | 2018 | Prév 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|
| Produit des emprunts (Y/C RAR et PREV) | **600** | **1 500** | **1 376** | **1 371** |
| **Ressources propres (FCTVA, Taxe d'aménag., subv. ....) y/C RAR** | 1 401 | 2 982 | 3 099 | 9 809 |
| Epargne | **931** | **381** | **102** | **95** |
| **TOTAL recettes** | **2 932** | **4 863** | **4 577** | **1 1275** |
| **Résultats de l'exercice (RI-DI)** | **-315** | **-231** | **-1 928** | **+607** |
| **Résultats antérieurs** | **2 679 (2 016)** | **2 364 (2 017)** | **2 133 (2 018)** | **205** |
| **Résultats finaux** | **2 364** | **2 133** | **205** | **812** |

Le fonds de roulement de la Commune diminue en 2019 du fait de l'importance des investissements. En 2020, il se reconstitue compte tenu de la dynamique des ressources propres.

Pour 2019 :

Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 3 948 105
- En recettes à : 4 846 084

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à environ 7 463 863
- En fonctionnement : 13 930 314 (dont charges exceptionnelles).

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : à 5 985 077
- En fonctionnement : 15 936 600 (dont résultat reporté et produit exceptionnel)

L'épargne brute devrait avoisiner les 997 000 euros.

L'épargne nette devrait être de l'ordre de 102 000 euros.

La section d'investissement devrait bénéficier d'un résultat affecté de 580 806 euros. Le résultat net à affecter au BS devrait s'élever à 845 273 euros.

**Perspectives à court terme**

L'ensemble des données développées ci-dessus montre que les choix de privilégier les investissements bénéficiant de subventions sont porteurs en termes de ressources propres et permettent d'envisager de nouvelles opérations en N+1. Cette tendance est à poursuivre. Par ailleurs, cet apport de ressources propres nous permet d'envisager de moins faire appel à l'emprunt.

1. **S'agissant des effectifs communaux**

Pour 2020, la gestion des ressources humaines doit continuer à s'exercer dans un cadre budgétaire très rigoureux.

En effet, la prospective prend en compte :

- ✓ Un maintien du nombre des contrats PEC oeuvrant au sein des différents services. Le quota d'appel aux PEC doit se limiter à 144 contrats
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment les textes nouveaux en matière statutaire, les revalorisations des taux de cotisations ainsi que les dispositions de la nouvelle loi Fonction Publique d'août 2019 en termes de contractualisation.
- ✓ L'impact de la poursuite de la politique de titularisation
- ✓ Poursuite de la restructuration des services : avec la création de pôles et prise en compte de la situation des agents contractuels en fins de contrats occupant un emploi permanent dans le cadre de la loi de 2019

✓ Prise en compte des conséquences financières des départs en retraite : 05 départs en cours d'année

L'augmentation prévisionnelle des dépenses sera cantonnée à un maximum de 1,2%.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Emplois titulaires | 92<br>Dont<br>8 A<br>17 B<br>67 C | 92<br>Dont<br>8 A<br>17 B<br>67 C | 91<br>Dont<br>8 A<br>17 B<br>67 C | 104<br>Dont<br>12 A<br>16 B<br>76 C | 111<br>Dont<br>11 A<br>14 B<br>86 C |
| Non titulaires CDI | 45 | 44 | 40 | 27 | 18 |
| Contractuels | 19 | 20 | 32 | 39 | 47 |
| Apprentis | 4 | 4 | 3 | 2 | 0 |
| Emplois d'avenir | 28 | 29 | 19 | 2 | 0 |
| CUI/CAE | 152 | 158 | 142 | 156 | 140 |
| **TOTAL** | **340** | **347** | **327** | **330** | **316** |

Le temps de travail :

Temps complet : 169 agents

Temps non complet : 147 agents

2 agents titulaires en disponibilité et 1 agent non titulaire en congé sans traitement

Les heures supplémentaires éventuellement effectuées donnent lieu à récupération.

En 2020, l'effectif global devrait atteindre un prévisionnel d'environ 320 agents avec des mouvements notamment sur les départs en retraite et sur le prévisionnel de **144** contrats emplois compétences.

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

| NATURE | LIBELLES | 2015 | % EV. 15/14 | 2016 | % EV. 16/15 | 2017 | % EV. 17/16 | 2018 | % EV. 18/17 | 2019 | | 2020 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6331 | *Versement de transport* | 106 228,00 | 8,50% | 108 134,00 | 1,79% | 108 491 | 0,33% | **106 728,00** | 1,63 | **105746** | -0,92 | 107853,90 | 1,99% |
| 6332 | *Cotisations versées au FNAL* | 26 571,00 | 8,48% | 27 055,00 | 1,82% | 27143 | 0,33% | **26 712,00** | 1,59 | **26458** | -0,95 | 26458,00 | 0,00% |
| 6336 | *Cotisations CNFPT et CDG* | 56 188,84 | 4,64% | 54860,12 | -2,36% | 65698,7 | 19,76% | **69 110,26** | -5,19 | **68532,28** | -0,84 | 69354,67 | 1,20% |
| 64111 | *Rémunération principale personnel titulaire* | 1 934 769,20 | 3,40% | 1 946 905,60 | 0,63% | 1 966 574,67 | 1,01,% | **2 112 444,59** | -7,42 | **2229117,81** | 5,52 | 2275423,30 | 2,08% |
| 64112 | *NBI, supplément familial de trait.et ind. résidence personnel titulaire* | 60 797,73 | 18,60% | 64 496,04 | 6,08% | 60317,98 | -6,48% | **67 600,17** | 12,07 | **58932,69** | -12,82 | 59639,88 | 1,20% |
| 64118 | *Autres indemnités personnel titulaire* | 1 149 324,73 | 3,22% | 1 167 843,03 | 1,61% | 1 193 053,74 | 2,16% | **1 301 607,08** | 9,10 | **1416720,13** | 8,84 | 1425220,45 | 0,60% |
| 64131 | *Rémunérations personnel non titulaire* | 1 059 879,39 | -3,79% | 1 134 922,68 | 7,08% | 1 249 942,98 | 10,13% | **1 464 067,56** | 17,13 | **1325356,19** | -9,47 | 1350537,95 | 1,90% |
| 64162 | *Emplois d'avenir* | 527 708,28 | 67,30% | 467 595,33 | -11,39% | 420 801,85 | -10,01% | **154 855,48** | -63,20 | **15211,68** | -90,18 | 0,00 | -100,00% |
| 64168 | *Autres emplois d'insertion* | 1 762 789,06 | 7,62% | 1 799 107,60 | 2,06% | 1 720 756,23 | -4,36% | **1 567 232,53** | -8,92 | **1692064,19** | 7,97 | 1712368,96 | 1,20% |
| 6417 | *Rémunérations apprentis* | 26 807,82 | 123,99% | 36 698,08 | 36,89% | 31 527,01 | -14,09% | **18 966,13** | -39,84 | **13 090,32** | -30,98 | 13247,40 | 1,20% |
| 6451 | *Cotisations à l'URSSAF* | 577 621,00 | 3,12% | 604 686,00 | 4,69% | 750 515,00 | 24,12% | **787 219,00** | 4,89 | **763670** | -2,99 | 775300,00 | 1,52% |
| 6453 | *Cotisations aux caisses de retraites* | 768 282,06 | 6,05% | 782 615,97 | 1,87% | 797 803,11 | 1,94% | **830 302,92** | 4,07 | **853680,33** | 2,82 | 863924,49 | 1,20% |
| 6454 | *Cotisations aux ASSEDIC* | 213 803,00 | 10,42% | 222 116,20 | 3,89% | 216 764,00 | -2,41% | **152 839,00** | -29,49 | **123135,80** | -19,43 | 118500,00 | -3,76% |
| 6455 | *Cotisations pour assurance personnel* | 46 319,44 | 2,05% | 43 759,08 | -5,53% | 59 025,63 | 34,89% | **62 882,92** | 6,53 | **70392,54** | 11,94 | 70800,00 | 0,58% |
| 6456 | *Versement au fnc du supplément familial* | 70 158,91 | 29,28% | 85 776,39 | 22,26% | 15 043,00 | -82,46% | **17 145,00** | 13,97 | **18157** | 5,90 | 18200,00 | 0,24% |
| 6457 | *Cotisations sociales liées à l'apprentissage* | 1 561,00 | 140,15% | 2 214,00 | 41,83% | 1 939,00 | -12,42% | **1 160,00** | -40,18 | **829** | -28,53 | 0,00 | 1,20% |
| 6472 | *Prest. familiales directes* | 21 704,34 | -9,44% | 14 921,67 | -31,25% | 1 482,65 | -90,06% | **-** | -100,00 | **-** | #DIV/0! | 0,00 | 0,00% |
| 6475 | *Médecine du travail-pharmacie* | 26 971,69 | 8,61% | 27 187,61 | 0,80% | 27 578,28 | 1,44% | **27 440,73** | -0,50 | **27 170, 34** | -0,99 | 27171,00 | 0,00% |
| 6478 | *Autres charges sociales diverses* | | | | | | | **14 633,36** | #DIV/0! | | -100,00 | | |
| **TOTAL** | | **8 437 485,49** | 6,64% | **8 590 894,40** | 1,82% | **8714457,83** | 1,44% | 8 782 946,73 | 0,79 | 8808264,54 | 0,29 | 8914000,00 | 1,20% |

**2. évolution et caractéristiques de l'endettement :**

L'encours de dette 2019 s'établit au 31 décembre à 9 737 359 euros soit 848 euros par habitant.

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Encours au 31/12 | 9 654 | 8 823 | 8 606 | 9 256 | 9 737 |
| CAF | 1783 | 2 694 | 1 748 | 1 232 | 1 350 |
| Ratio de capacité de désendettement | 5,41 | 3,28 | 4,92 | 7,51 | 7,21 |

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 73,57 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 26,43%

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2020, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 938 549
- Intérêts : 261 613

**3. Opérations d'investissements :**

Globalement, la Commune escompte, pour 2020, sur un budget global annuel de 15 000 000 euros en fonctionnement et 11 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles citées ci-dessous, en sachant que pour la plupart des opérations proposées en 2020 les subventions sont acquises. Sur 2021 et 2022 il faudra rechercher au maximum des aides. L'appel à l'emprunt devra demeurer très limité.

| Opérations | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Différents portages fonciers EPFR | 217 547,00 | 180 000,00 | 251 000,00 |
| | | | |
| Acquisition de matériels et mobiliers divers scolaires et restauration | 50 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux | 150 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| Participation au déficit de la ZAC Bas du Tévelave | 936 000,00 | 936 000,00 | 936 000,00 |
| Mise aux normes des infrastructures du réseau éclairage public (participation Sidélec) | 46 965,00 | | |
| Extension de l'école du Ruisseau (dernière tranche) | 1 812 000,00 | | |
| Réfection de voirie-Campagnes diverses | 250 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| Création d'un parking à l'arrière du ST et Urbanisme | 60 000,00 | | |
| Etudes pour le réaménagement de la salle Georges Brassens | 60 000,00 | 630 000,00 | |
| Création d'un gymnase sur le complexe sportif | 90 000,00 (études) | | 1 700 000,00 |
| Travaux de réhabilitation de | 150 000,00 | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| l'école maternelle de Ravine-Sèche | | | |
| Aménagement de l'aire de pique-nique du Tévelave | 888 000,00 | | |
| Réhabilitation de la piscine municipale | 1 760 000,00 | | |
| Construction des services techniques communaux | | 1 550 000,00 | |
| Mise aux normes d'accessibilité | 245 000,00 (ADAP) | 150 000,00 | 150 000,00 |
| **Total Dépenses** | **6 715 512,00** | | |

En recettes de subventions certaines pour l'année 2020, la Commune peut escompter une enveloppe globale : 3 687 363,00

FCTVA : 977 918,00

Fonds de concours : 308 000,00

Taxe d'aménagement et autres fonds : 300 000,00

Affectation de résultat : 580 000,00

A titre indicatif, le budget 2020 devra intégrer au BS :

| | |
|---|---|
| **Enveloppe des restes à réaliser 2019-Dépenses** | 3 948 105 |
| **Enveloppe des restes à réaliser 2019-Recettes** | 4 846 084 |

- **Dans l'immédiat, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels.**

**Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à :**

- **Prendre acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations ;**
- **Débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2020 ;**
- **Prendre acte de la tenue du débat ;**
- **Approuver les orientations et à les fixer telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.**

Invité à se prononcer, le Conseil Municipal, **à l'unanimité :**

- **Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations ;**
- **Débat des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2020 ;**
- **Prend acte de la tenue du débat ;**
- **Approuve les orientations et les fixe telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.**

**Et les membres ont signé.**

**Pour expédition conforme,**

**Le Maire,**

MAIRIE DE SAINT-PIERRE ★ ILE DE LA REUNION

**René MONDON**

Le Maire certifie que le présent document a été reçu à la Sous Préfecture de ST-PIERRE

LE 23 DEC. 2019

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*